



Panorama affaires publiques des actualités du monde de la santé

Semaine du 15 septembre 2025

INFOS ET CHIFFRES CLÉS

Mortalité infantile : aggravation des inégalités socio-économiques

Une étude menée par l'Inserm, l'Université Paris Cité, l'Inrae, l'Université Paris Nord et l'AP-HP souligne que la mortalité néonatale est passée en France de 3,5 décès pour 1 000 naissances vivantes en 2011 à 4,1 en 2024, avec une hausse concentrée dans les communes les plus défavorisées. Les chercheurs avancent plusieurs hypothèses, comme un accès plus difficile aux soins de qualité, une fréquence accrue d'obésité et de tabagisme, ou encore des choix personnels et éthiques liés aux interruptions médicales de grossesse.

Arnaud Robinet reconduit à la présidence de la FHF

M. Arnaud Robinet, maire (Horizons) de Reims, a été reconduit pour un second mandat de trois ans à la présidence de la Fédération hospitalière de France (FHF).

Campagne gouvernementale contre les violences faites aux enfants

Le gouvernement a lancé une nouvelle campagne nationale de sensibilisation visant à rappeler que le numéro 119 doit être contacté en cas de suspicion de danger pour un enfant. Déployée jusqu'au 26 octobre, cette campagne sera visible sur le web, au cinéma, dans les gares et centres commerciaux, ainsi que sur les plateformes de streaming, de replay, de webradios et de podcasts.

Mission sénatoriale sur l'accès aux services publics

La mission d'information sénatoriale sur "l'accès aux services publics", présidée par Gilbert-Luc DEVINAZ (SER, Rhône) et dont la rapporteure est Nadège HAVET (RDPI, Finistère) constate que la dématérialisation, accentue les fractures et crée de fortes contraintes pour les usagers. Le rapport préconise de renforcer l'accueil et l'accompagnement des usagers, d'améliorer l'accès aux services publics dans les territoires et de mieux protéger les citoyens contre les sites frauduleux qui monnayent des démarches administratives.

EN RÉSUMÉ

Sébastien Lecornu peine à convaincre la gauche qui menace de censure

Le Premier ministre Sébastien Lecornu, en quête d'un consensus sur le budget avant sa déclaration de politique générale prévue début octobre, a échoué à rallier les partis de gauche, qui dénoncent un flou persistant et agitent la menace d'une censure immédiate. Le Premier secrétaire du PS Olivier Faure a prévenu que son parti s'opposerait si le gouvernement reprenait les orientations de François Bayrou, notamment sur les mesures d'austérité. Les écologistes, par la voix de Marine Tondelier et de Cyrielle Chatelain, ont également exigé des garanties en matière de fiscalité et de transition écologique, estimant que le Premier ministre est incapable de « boucler son équation » politique. Ces tensions s'inscrivent dans un contexte de forte mobilisation sociale, avec une « journée noire » organisée par les syndicats et les forces de gauche contre les mesures budgétaires jugées brutales.

Assurance maladie / ALD : Vers une baisse des remboursements pour certaines prestations

Selon un projet de décret attendu la semaine prochaine devant la commission de la législation et de la réglementation du conseil de la Caisse nationale d'assurance maladie, les patients en affection longue durée (ALD) ne bénéficieraient plus du remboursement intégral de leurs cures thermales et de leurs médicaments à faible service médical rendu, ramené au même niveau que les autres assurés sociaux (65 % et 15 %). Le président du Cneth, Thierry Dubois, a dénoncé une mesure "extrêmement dommageable", rappelant que les patients en ALD représentent environ un quart des curistes.

Assemblée nationale : Le RN pourrait retrouver une place au Bureau

À l'approche du renouvellement annuel des postes au Bureau de l'Assemblée nationale, les groupes du "socle commun" (EPR, Démocrates, Horizons et DR) cherchent à s'accorder sur une répartition proportionnelle pour éviter un scénario de blocage similaire à l'été 2024, qui avait conduit à l'éviction du RN et du MoDem. La présidente de l'Assemblée, Yaël Braun-Pivet, défend le retour du RN dans cette instance, ce qui nécessitera des concessions, malgré l'opposition de la gauche. Le vote en séance est prévu les 1er et 2 octobre. Ce renouvellement servira aussi de test de cohésion pour la majorité relative sur laquelle compte s'appuyer le Premier ministre Sébastien Lecornu.